



Département
des Landes

Arrêté publié le 15 mai 2025
sur le site Internet de la collectivité

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le

ID : 040-224000018-20250414-MID_R_2025_02-AR



Mission d'Inspection Départementale

MID-R-2025-02

Régie d'avances de l'Institut Médico-Educatif (IME) et du Centre Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU l'acte constitutif du Conseil départemental en date du 12 mai 2023 instituant une régie d'avances auprès de l'Institut Médico Educatif et du Centre Médico-Psycho Pédagogique (CMPP) ;

VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental ;

VU la délibération n°5 du 1^{er} juillet 2021 autorisant le Président du Conseil départemental à créer, modifier et supprimer les régies d'avances, régies de recettes et régies de recettes et d'avances au titre du budget principal et des budgets annexes du Département ;

Vu l'avis conforme de Madame la Payeuse Départementale en date du 3 AVR. 2025 ;

DECIDE

ARTICLE PREMIER – L'acte constitutif susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

ARTICLE 2 – Il est institué une régie d'avances à l'Institut Médico Educatif et au Centre Médico-Psycho-Pédagogique.

ARTICLE 3 – La régie est installée à l'I.M.E – 2 rue de la jeunesse – 40000 Mont-de-Marsan.

ARTICLE 4 : La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 5 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Achats de denrées alimentaires, petits déjeuners, repas de midi et du soir,
- Achats de produits d'hygiène et d'entretien,
- Dépenses éducatives et de loisirs,
- Dépenses administratives,
- Frais d'affranchissement et de télécommunication,
- Frais de déplacement, de combustibles et de carburants,
- Fournitures médicales,
- Pécule, Autres frais divers de petits montant,
- Versement de la vêtue des enfants du Département et des Départements extérieurs pris en charge par l'IME.



ARTICLE 6 : Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modalités suivantes :

- numéraire,
- carte bancaire,
- virement.
-

ARTICLE 7 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques DDFiP – 23 Rue Armand Dulamon – 40011 MONT-DE-MARSAN Cedex.

ARTICLE 8 - L'intervention de mandataire(s) suppléant(s) et d'un ou plusieurs mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination. Le mandataire suppléant ne peut exercer ses fonctions au-delà d'une durée de deux mois (art. R. 1617-5-2-II du CGCT).

ARTICLE 9 - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 10 - Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès du Payeur départemental la totalité des pièces justificatives de dépenses :

- au minimum, une fois par mois et le 31 décembre de chaque année,
- en cas de sortie de fonction ou de remplacement par le(s) mandataire(s) suppléant(s),
- en cas de changement de régisseur titulaire,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 13 - Le Président du Conseil Départemental et la Payeuse Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Mont-de-Marsan, le 14 AVR. 2025

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Avis conforme
La Payeuse Départementale

Par Procuration,
Céline BALAINE
Inspectrice des Finances Publiques